



le Journal des Retraité.e.s de Chaumont

<https://cgtretraites-chaumont.fr>

Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont **N° 391** **SAMEDI 25 MAI 2024**

VIVE LA COMMUNE

SAMEDI 25 MAI 11 H

VRONCOURT LA-CÔTE (52)

HOMMAGE À LOUISE MICHEL ET À LA COMMUNE DE PARIS

COVOITURAGE

RDV À 9H45 CHAUMONT PLACE DU CHAMP DE MARS

S'INSCRIRE : TÉL : 06 75 57 39 07



LOUISE MICHEL PAR DUGUDUS

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE KANAK

Depuis trois ans, le palais de l'Élysée bouleverse l'équilibre ô combien fragile installé depuis des décennies en Nouvelle-Calédonie. Ce que l'on craignait a donc tristement fini par se produire. La Nouvelle-Calédonie s'est embrasée après que les députés ont adopté, à l'Assemblée Nationale, dans la nuit du 14 au 15 mai, le projet de loi constitutionnelle modifiant le corps électoral pour les élections provinciales sur le Caillou.

Un passage en force du gouvernement Macron qui a fait la sourde oreille à tous les appels pacifistes des organisations indépendantistes kanaks qui y voient le début de la fin d'un processus de décolonisation entamé il y a près de 40 ans.

«Soutien à nos frères et sœurs kanaks. La provocation du gouvernement et la violence doivent cesser, une mission de médiation indépendante doit être mise en place immédiatement.»

C'est le message que la CGT a fait passer lors du rassemblement de soutien à la Nouvelle-Calédonie et à la Kanaky auquel elle a participé le 16 mai avec l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités). *Avec La Vie Ouvrière*

MÉDICAMENTS : UNE PÉNURIE ORGANISÉE

Tous les Français subissent depuis de nombreux mois la pénurie de médicaments que ce soit pour soigner un banal rhume, de la fièvre, mais aussi des problèmes cardiaques, un cancer, un diabète.

Dans les années 1990, les prix des médicaments étaient déterminés par l'État qui se basait sur les coûts de production.

Désormais, ils sont fixés dans des négociations comparables à celles que pratiquent les supermarchés pour l'alimentation. Le médicament n'est pourtant pas une banale marchandise car son absence met en danger la vie d'un malade cardiaque, diabétique, épileptique. En 2023, l'Agence nationale de sécurité des médicaments et des produits de santé (ANSM) a signalé 5 000 ruptures de stocks. Première cause, la mondialisation de la production qui est basée essentiellement en Asie et en Inde et une production insuffisante pour satisfaire la population mondiale. De même, le médicament pour traiter les AVC n'est élaboré que par une seule usine basée en Allemagne.

La seconde cause est la fausse pénurie. Des médicaments sont stockés dans des entrepôts et attendent le pays le plus offrant, au mépris des malades. Les plus touchés sont surtout les génériques, car ils sont anciens et peu chers comme l'antibiotique Amoxicilline.

Voici les aberrations de notre système de santé, système en perpétuelle déstructuration pour les patients, mais bien évidemment manne financière pour les industriels et les actionnaires.

Les pharmaciens alertent sur ces pénuries de médicaments et dénoncent les futures ventes de médicaments en ligne, comme chez Amazon, qui vont détruire les pharmacies. Face à ce danger et à la pénurie chronique de certains médicaments, les syndicats de pharmaciens lancent une grande campagne pour informer le public et interpeller le gouvernement sur cette situation très préoccupante.

Marie-Rose Patelli

**PAGE 2 : RÉORGANISATION
HOSPITALIÈRE IMPOSSIBLE
DIALOGUE ?**

**URGENCES : LA FALLACIEUSE
DÉMONSTRATION**

**CHOOSE FRANCE, LA CHOSE À
MACRON**

PAGE 3 : LE BILLET À BB : MAIS...

**CLOS DORMOY, BÉTON OU
DÉMOCRATIE**

**PAGE 4 : GAZA : DEMANDE DE
MANDATS D'ARRÊT**

MALTRAITANCE ANIMALE

RÉORGANISATION HOSPITALIÈRE : L'IMPOSSIBLE DIALOGUE ?

La maire de Langres, Anne Cardinal et Patricia Guérin, adjointe et présidente du conseil de surveillance de l'hôpital de Langres, ont rencontré une délégation de l'association Egalité Santé le jeudi 16 mai (Jhm du 18.05).

Enfin ou trop tard, diront certains ; d'autres y verront peut-être une prise de conscience de l'ineptie du projet de Rolampont et de son inadaptation au territoire sud-Haute Marne, de sa récupération par un Bentz illusionniste et incompetent, et par des intérêts privés. L'évolution agressive de la stratégie de quelques hobereaux de campagne deviendrait impopulaire, voire dérangeante ?

Pour autant, et malgré la cordialité de la rencontre, rien n'est réglé. Le projet de gradation des soins, même s'il conserve une organisation sanitaire dans les villes de Chaumont, Langres et Bourbonne reste insatisfaisant. Nous avons dénoncé, dès sa présentation, la question des moyens en lits et en service, et principalement celle du maintien de la chirurgie à Langres, qu'évoque aujourd'hui le docteur Escudier et qui est déjà source de conflits. Ni les élus, ni les professionnels ne se sont emparés alors de cette problématique. Madame Guérin exclut d'en reparler aujourd'hui, mais cette question va ressurgir à chaque occasion et polluer la sérénité nécessaire à l'exercice des soins.

Que de temps perdu inutilement, à s'acharner sur la clivante question de la localisation géographique, qui a occupé tout l'espace revendicatif plutôt que de se réunir autour des moyens nécessaires à dégager.

Louis Laprade

CHOOSE FRANCE, LA CHOSE À MACRON

C'était difficile d'y échapper, mais les cocoricos triomphalistes ont trompé fort peu de monde. Un anglicisme choisi, le château de Versailles pour l'épate, 200 pontes d'entreprises étrangères dont surtout les Gafam et la crème des banques américaines. Tout a été réuni pour la 7^{ème} édition de Choose France. Les mauvaises langues diront : sept ans et si peu de résultats ? L'annonce finale de 15 milliards d'investissements prévus est là pour épater la galerie.

Contrairement aux fanfaronnades de Bruno Lemaire, c'est très loin d'une « réindustrialisation de la France ». En fait, pour moitié, ces investissements concernent des centres de stockage de données (data center). La France paraît en effet appétissante pour ces groupes au comportement de rentiers qui voient d'abord et avant tout l'intérêt de leurs finances. Or, en plus des aides de l'État, d'une électricité nucléaire décarbonée négociée à bas coût dont ils font grand usage, ils réclament chaque année plus de sacrifices salariaux en contrepartie.

Enfin, les engagements vont s'étaler sur plusieurs années et les emplois ne viendront que par la suite. Ils sont d'ailleurs faméliques au vu du total investi. Le rapport, entre la promesse de 15 milliards d'euros investis, pour 10 000 postes créés, donne un coût de 1,5 million d'euros par poste. C'est plus d'une vie de travail au salaire moyen. Un tiers de la somme est injectée par les géants américains Microsoft (4 milliards) et Amazon (1,2 milliard).

Par ce biais, non seulement ne viendront ni emplois ni industrie, mais il y aura les dégâts collatéraux que 3 000 emplois d'Amazon dans ses entrepôts provoqueront dans le commerce de proximité.

G. Tardenois



HÔPITAUX HAUTE-MARNE

URGENCES : LA FALLACIEUSE DÉMONSTRATION

Le Jhm nous a appris dernièrement que, le jour de l'Ascension, un chirurgien orthopédique langrois avait été réquisitionné en soirée pour effectuer, en urgence, des opérations relevant de sa spécialité. Il est précisé que quatre patients avaient été concernés dans la journée et qu'en ce jour férié, le CHU de Dijon était saturé.

Le médecin a filmé sa réquisition, notifiée par des gendarmes qui sont venus le chercher à son domicile. Il s'est servi de l'événement pour dénoncer l'absurdité du projet en cours prévoyant le maintien des urgences dans le futur hôpital de Langres, sans la chirurgie. C'est d'ailleurs pour protester contre le projet de l'ARS qu'il refuse d'assurer les urgences. Soit ! Présenté comme ça, nous sommes d'accord.

Quelques jours plus tard, toujours à propos de la question hospitalière, le Jhm a fait état de la fracture ouverte au sein du Pôle d'équilibre territorial et rural du pays de Langres. Les violentes déclarations de son président, Laurent Aubertot, adepte de l'association Egalité Santé, ont suscité un profond malaise.

Pour le défendre, le président du Grand Langres, Jacky Maugras, a déclaré : « Le PTER est une force de frappe. Grâce à lui et grâce à Egalité Santé, il y a eu 6 000 personnes dans les rues de Langres. Il y a peut-être un créneau pour négocier avec l'ARS et sauver ce qu'il y a à sauver à Langres ».

Là encore, nos lecteurs sont témoins que nous avons toujours défendu cette ligne. Mais, du côté d'Egalité Santé et de ses soutiens, il y a supercherie.

Les médecins qui ont créé et dirigent toujours l'association sont absolument opposés à la reconstruction d'un hôpital à Langres, y compris avec un pôle chirurgical. Ils ne veulent plus opérer à Langres. Ils se sentent trop isolés, trop peu nombreux pour assurer toutes les permanences.

Ce qu'ils ne disent pas aux Langrois, c'est qu'ils ne veulent envisager rien d'autre qu'un regroupement avec Chaumont. La seule raison pour laquelle ils mettent le sud de la Haute-Marne à feu et à sang, c'est qu'ils voudraient déplacer les Chaumontais vers Langres (Rolampont, plus précisément). Ce qui, compte tenu de la démographie locale, n'a aucun sens.

En réalité, beaucoup de Langrois, qui croient se battre, avec Egalité Santé, pour leur hôpital et le bien commun, soutiennent des intérêts particuliers qui, quelle que soit l'issue du combat, créeront (vis-à-vis des urgences surtout) plus d'inégalités qu'aujourd'hui.

Lionel Thomassin

LE BÉTON ET LA DÉMOCRATIE

De nos jours, la question démocratique est devenue une problématique mondiale à part entière. Il n'est pas nécessaire de changer de continent pour constater l'usage pervers qui en est fait. Les chemins du « *gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* » sont pour le moins escarpés. Et il ne manque pas en France, comme ailleurs, de responsables capables de prendre pour toutes et tous, mais au besoin contre, les « bonnes décisions qui s'imposent ».

Ces pratiques ne nous sont pas épargnées localement. Un exemple parmi d'autres : le projet Mistral* de construction de 36 logements au Clos Dormoy auquel L'Affranchi a consacré une page entière dans son édition du 17 mai.

On se souvient que l'espace vert convoité par Chaumont Habitat a été donné à la ville par la Société civile immobilière du Clos Dormoy non pour y empiler des blocs de béton, mais pour y créer un lieu de détente, de promenade et de convivialité, un espace de jeux pour les jeunes et les moins jeunes.

On peut d'ailleurs supposer que ce poumon vert n'est pas étranger au développement de ce quartier de Chaumont. Trouver un espace agréable, arboré, dans un lieu où se côtoient tout à la fois des pavillons, des maisons individuelles et des logements sociaux est suffisamment rare pour être souligné. En tout cas, les habitants y trouvent leur compte en matière d'environnement et de cadre de vie.

Tout aurait pu continuer ainsi si la ville, reniant la parole donnée, ne s'était lancée dans une opération de troc de terrain avec Chaumont Habitat, qui veut y construire 36 logements, ce qui induit que l'on abatte des arbres et que l'on bétonne là où il y a de l'herbe.

La situation de blocage et de conflit engendrée par ce projet invite à la réflexion sur les pratiques et les comportements entre les administrés et leurs représentants. Depuis le début, puis dans son déroulement, ce dossier a été conduit dans le plus parfait mépris de la population et, d'abord, des résidents du quartier. Les uns qualifiés de « bobos » par la mairie, les autres d'anti-écologiques par Chaumont-Habitat qui, c'est notoire, ne se targue guère de démocratie.

Le projet Mistral, démarré en catimini, poursuivi dans l'entre-soi, maintenu malgré tout et officialisé par la méthode Macron du passage en force, est à l'opposé d'une démarche démocratique.

Le syndicat CGT des retraités de Chaumont apporte son soutien à l'association du Clos Dormoy qui lutte contre la bétonisation du quartier et contre l'autoritarisme...

Syndicat CGT des retraités de Chaumont

* Mistral : vent violent, froid et sec.

CE QU'ILS DISENT ET CE QU'ILS FONT

BARDELLA "tient le gouvernement pour responsable" des violences en Nouvelle-Calédonie, l'accusant d'avoir poursuivi "un calendrier et une méthode qui ne sont pas les bons". Pourtant, les députés RN ont voté à l'unanimité pour la réforme électorale lundi dernier à l'Assemblée nationale.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU, le gouverneur de la Banque de France, a dépensé en 2023 plus de 50 000 euros en transports classe affaire, hôtels de luxe et restaurants, révèle Le Monde. Devant les caméras, il ne cesse d'alerter sur la situation budgétaire du pays et déclare que "La dette publique est une bombe à retardement que nous laissons aux générations suivantes". Le salaire annuel de ce modèle de sobriété heureuse est de 303 847 euros auxquels s'ajoutent 74 184 euros d'indemnité de logement...

Alors que le gouvernement mène tambour battant une réforme de l'audiovisuel public, plus de 1 100 salariés de Radio France, parmi lesquels Nicolas Demorand et Sonia Kronlund, mettent en garde, dans une tribune au « Monde », sur les risques d'affaiblir un média plébiscité par les auditeurs.

*<https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/05/22/a-radio-france-la->

LE BILLET À BB

Mais...

"Liberté, égalité, fraternité ! Paroles vaines, funestes même, depuis qu'elles sont devenues politiques ; car la politique en a fait trois mensonges." (L. Veuillot)

Le dicton nous dit de faire en mai ce qu'il nous plaît... Mon grand-père n'en a pas fait sa maxime préférée, lui qui laissa en mai 1916 une part de son cerveau au Mort-Homme, dans la boue, le fer et le feu, triade infernale de l'existence du poilu à Verdun.

Des centaines de milliers de ses copains ont connu l'enfer de la boucherie orchestrée pour des considérations obscènes quand ils n'auraient voulu que subsister en paix.

Depuis plus d'un siècle, en mai comme en novembre, on sanctifie les héros anonymes qui ont donné leur vie, sacrifiée pour des prétextes infâmes. En quoi les massacres que la Palestine subit aujourd'hui sont-ils moins nobles pour être tolérés par une opinion manipulée ?

La douleur d'une mère anéantie devant son fils éventré serait-elle plus supportable à Gaza qu'à Douaumont ? L'égalité, c'est d'avoir les mêmes droits, pas les mêmes bourreaux ! Une nation vraiment démocratique devrait considérer comme premier devoir et impérieuse obligation de garantir l'égalité des chances à tous ses citoyens, à commencer par le droit de vivre, pas de survivre. Combien faudra-t-il encore d'assassinats pour que cesse ce génocide invraisemblable croulant sous le silence absurde d'une société "civilisée" complètement décérébrée ?

Ballotté, manipulé, automatisé, abusé, conditionné, l'homme perd peu à peu de sa liberté, la liberté de penser, la liberté d'être soi-même et la liberté de se sentir libre.

Alors si la Liberté et l'Égalité n'existent que peu ou prou, il nous reste certainement la Fraternité qui ne saurait être une utopie chez nous, mes amis ! Et vains dieux, quelle belle journée fleurant bon le muguet que ce premier mai rythmé aux beaux sons endiablés de Bossone, grand et mirifique moment de convivialité quand les copines et copains ont partagé sans modération, outre leurs absolues convictions, une divine paella royale, sublimation du riz épicé partageant la vedette aux moules, poulet et crevettes exhalant des saveurs pimentées venues d'ailleurs. Hâte de remettre le couvert l'an prochain...

En attendant, il nous plaira de finir mai en allant saluer notre bonne Louise, embastillée en ...mai 1871 ! et sûrement toujours rouge de mépris pour des hommes imbéciles. En covoyant notre complice Fraternité à Vroncourt, résonnent en mon âme révoltée des mots qui frissonnent : aimons l'autre, Camarades, aimons-nous !

Bernard Blum - 21 mai 2024

Plus l'homme est féroce envers la bête, plus il est rampant devant les hommes qui le dominent. Louise Michel

MALTRAITANCE

Syndicalistes, nous défendons le genre humain, mais aussi le bien-être animal. Comme beaucoup, nous avons été effarés par l'information concernant le comportement d'un éleveur de Praslay, au sud du département, chez lequel plus de 40 bovins ont été retrouvés morts de faim et de soif, parmi d'autres qui attendaient le même sort.

Nous apprenions également qu'un an auparavant, c'est déjà 80 moutons qui avaient eu la même destinée et, à ce jour, il élève également des chiens.

Depuis, plus rien, la préfecture de Haute-Marne et ses services, d'ordinaire plus réactifs quand il s'agit de réprimer les syndicalistes, semblent bien complaisants avec ce qui se passe dans ce village du Parc national de forêts, où s'égayaient quelques bovins en mal de soins, laissés à l'abandon par le propriétaire qui, sachons-le, touche des subventions de l'Europe pour faire son métier.

Des habitants du canton d'Auberive nous ont fait savoir leur inquiétude quant à l'omerta qui survole ce charnier alors que d'autres bovins morts ont été retrouvés par des randonneurs, entassés dans une bétailière, en plein coeur du Parc national de forêts.

M.P.

Courrier reçu par notre syndicat

SAMEDI 25 MAI 2024 17H
PLACE DE LA MAIRIE CHAUMONT
UNE BOUGIE POUR LA PAIX
STOP GÉNOCIDE GAZA
INITIATIVE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
AVEC LE SOUTIEN DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT : LE JOURNAL DES RETRAITÉS

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Chantal, Jean-Claude et Gillette, Richard, Mustafa, Francis, Michel, Lakdar, Alain, Jacqueline, Arlette, Jean, Françoise et Jean-Paul, Lina, Jean-Pierre, Maurice, Patrice, Mireille, Christophe, Michel, Sylvie, Éric et Aurore, Marylène, Claude, François, Olivier, Josette, Pierre et Danièle, François, Christian, Marine, André, Patrice, Ludmilla, Marie, Josette, Frédérique, Gérard, Luc et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom :

Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

GAZA : DEMANDE DE MANDATS D'ARRÊT

Le procureur de la CPI (Cour pénale internationale) annonce lancer des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant (ministre de la Défense) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis sur le territoire de l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) à partir du 7 octobre 2023.

Il leur reproche également « le fait d'affamer délibérément des civils », et « l'homicide intentionnel ».

Trois dirigeants du Hamas sont également concernés par la requête : Ismaïl Haniyeh (chef du bureau politique), Mohammed Diab Ibrahim Al-Masri, (commandant de la branche armée), et Yahya Sinouar (chef du Hamas dans la bande de Gaza). Le procureur de la CPI estime qu'ils portent la responsabilité pénale des crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis sur le territoire d'Israël et de l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) à compter du 7 octobre 2023.

Il appartient désormais aux juges de la CPI de déterminer si les conditions sont réunies pour délivrer ces mandats d'arrêt. Si ces juges décident de les émettre, cela signifie qu'en théorie, n'importe lequel des 124 États membres de la CPI serait obligé de les arrêter s'ils se rendent sur leur territoire.

La Cour ne dispose d'aucune force de police pour faire appliquer ses mandats et s'appuie sur la volonté des États membres pour le faire.

De plus en plus contesté, Benjamin Netanyahu, qui joue son avenir dans la poursuite de cette sale guerre, a lui estimé que le « nouvel antisémitisme s'est étendu des campus occidentaux vers la Cour de La Haye » (sic)...

SUR LE SITE DU SYNDICAT

HOMMAGE À JEAN-CLAUDE BLANCHARD

<https://cgtretraites-chaumont.fr/2024/05/20/hommage-a-jean-claude-blanchard/>



SUR MÉDIAPART

« Il est minuit moins le quart. L'extrême droite ne cesse de gagner du terrain » : la secrétaire générale de la CGT lance un appel au sursaut unitaire. Une émission présentée par Edwy Plenel. <https://www.youtube.com/watch?v=bQGEDKDK3oc>